TRAITEMENT DE LA DETTE



P3

Les créanciers du Sénégal prêts à en découdre avec lui

RESEAU GAZIER DU SENEGAL



P3

La première canalisation posée à Gandon

LA PATRIE

Quotidien d'informations generales/ numero 68/date VENDREDI 11 SEPTEMBRE 2026/ prix 100f

ACCELERATION ET EVALUATION DU PDC

DIOMAYE FAIT FOCUS SUR LA CASAMANCE



PAGE4

- -Le chef de l'Etat a demandé «l'accélération de la mise en œuvre du Plan Diomaye pour la Casamance»
- -Réunion interministérielle d'évaluation et de relance du Plan Diomaye pour la Casamance



DIAGNA NDIAYE RECOIT LA FLAMME DES JOJ

«LE SÉNÉGAL EST PRÊT. L'AFRIQUE EST PRÊTE»

CHEIKH TIDIANE SARR HERITE DE L'ARTP



L'Autorité de régulation des télécommunications et des Postes (Artp) a un tout nouveau Directeur général. Il s'agit de Cheikh Tidiane SARR, Ingénieur en Génie Industriel et Systèmes de Télécommunications, Manager et spécialiste du secteur numérique et de services financiers régulés. Il a été nommé par décret n° 2026 - 1605 du 10 septembre 2026, suite à l'appel à candidature lancé en juillet dernier, renseigne un communiqué de presse de la présidence.

FADILOU KEITA EN SURSIS...



Le document informe aussi que le Président de la République a instruit l'ouverture d'appels à candidatures pour le poste de Directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) et la désignation des douze (12) membres du Conseil national de régulation des Médias (CNRA). Le pilotage immédiat de ces processus de sélection est confié au Bureau Organisation et Méthodes (BOM).

PRODUCTION ET VENTE DE PETROLE AU MOIS D'AOUT



Le ministère de l'Énergie et du Pétrole vient de dévoiler son rapport sur la production d'hydrocarbures au niveau des deux principaux gisements du pays. À Sangomar, au cours du mois d'août 2026, trois (03) cargaisons de pétrole brut ont été expédiées et commercialisées sur le marché international, pour un volume total de 2,97 millions de barils. Le rapport renseigne que le plateau de production demeure stable, avec une légère baisse de la production journalière. « Les performances du réservoir et la fiabilité des installations restent bonnes », informe le rapport. La production cumulée, au 31 août 2026, se chiffre à 77,17 millions de barils, dont 76,43 millions de barils commercialisés. Soit 79 cargaisons. Pour ce qui est du gaz de Grand Tortue Ahmeyim (GTA), trois (03) cargaisons ont été exportées au cours du mois d'août 2026. Cela représente un volume total de 0,49 million de mètres cubes de GNL.
« Malgré les travaux de maintenance sur un train de liquéfaction, la production est restée stable, confirmant la bonne continuité des opérations », informe le rapport. La production cumulée, au 31 août 2026, se chiffre à 7,26 millions de mètres cubes standards, dont 7,15 millions de mètres cubes commercialisés, soit 43 cargaisons.

LE RBS RECLAME LA TETE DE SERIGNE DIOP GUEYE



Le Regroupement des boulangers du Sénégal (RBS), par la voix de son président national Fallou Sarr, a réclamé ce jeudi 10 septembre 2026 « la démission du ministre du Commerce ». Dans une déclaration officielle rendue publique à Dakar, l'organisation dénonce l'inaction de la tutelle « face à l'absence de mesures concrètes concernant la baisse, annoncée en 2024, du prix du pain de 175 FCFA à 150 FCFA ». Selon le RBS, « malgré toutes nos recommandations formulées à cette époque ainsi que les nombreuses promesses faites dans le secteur de la boulangerie, rien n'a été fait ». Pour justifier sa position, l'organisation patronale estime qu'« un responsable public qui ne respecte pas ses engagements envers la population ne peut plus conserver notre confiance ni bénéficier de notre soutien ».

LE PM VA RENCONTRER LE PATRONAT, LES SYNDICATS, LA PRESSE...



En marge du Conseil des ministres, le Premier ministre, Ahmadou Al Aminou Lô a demandé au ministre, Secrétaire général du Gouvernement de convoquer, dès la semaine prochaine, une réunion du Comité ad hoc en charge du dossier de rationalisation des entités du secteur parapublic, en vue d'arrêter la feuille de route de mise en œuvre. Il a demandé à la société Sénégal Numérique SA (SENUM-SA), sous la supervision de la Primature, de mettre en place un système d'information, de veille et de prise en charge des préoccupations des populations. Ce dispositif est alimenté par l'administration centrale et les services déconcentrés des ministères ainsi que les collectivités territoriales et les mécanismes de dialogue citoyen. Le chef du Gouvernement a, en outre, souligné l'importance d'assurer une communication de maintien de la dynamique enclenchée par la Déclaration de politique générale (DPG). A cet égard, il a annoncé des rencontres prochaines avec le patronat, les syndicats pour le suivi du Pacte national de stabilité pour une croissance inclusive et durable. Le PM prévoit également de rencontrer les organisations de la société civile, la presse ainsi que le Conseil consultatif des Jeunes du Sénégal, après son installation par le Président de la République à la fin de ce mois.

ABDOURAHMAN KEBE QUITTE PASTEF



Entre Pastef et Abdourahim Kébé, c'est terminé. « J'informe l'opinion nationale qu'à partir de ce jour, je mets un terme à mes activités politiques au sein de Pastef », a annoncé l'ancien colonel de l'armée sénégalaise, ce jeudi. Celui qui était, jusqu'ici, un responsable de la formation politique dirigée par Ousmane Sonko, évoque « des raisons personnelles », sans préciser les raisons de son retrait. Il a cependant tenu à remercier tous ceux qui ont cru en lui et l'ont accompagné dans son « engagement civique et patriotique pour un Sénégal stable, rayonnant et prospère ». J'informe l'opinion nationale qu'à partir de ce jour, je mets un terme à mes activités politiques au sein de Pastef— en tant que vice-président , membre du comité exécutif, du Congrès national et superviseur de la CLPC Turquie et Russie—pour des raisons personnelles. Je remercie tous ceux qui ont cru en moi et m'ont accompagné dans cet engagement civique et patriotique pour un Sénégal stable, rayonnant et prospère que nous appelons de tous nos vœux.parence de la gestion publique.

GROUPE PRESSE CITOYENNE (GPC)
Thies-Est, parcelles assainies, unite 3

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Mbaye THIANDOUM
Email: thiandmb11@yahoo.fr
Tél: 776453658 / 711349391

INFOGRAPHIE & MONTAGE
RENE SECK

DIRECTRICE COMMERCIALE
Laora Magane EYENGA
Email:laoramaganeeyenga586@gmail.com
Tél: +221 77 878 42 57 / 76 235 16 17

RESEAU GAZIER DU SENEGAL

La première canalisation posée à Gandon

Le Sénégal franchit une nouvelle étape dans la mise en place de son réseau national de transport de gaz naturel. Le ministre de l'Énergie et du Pétrole, Dr Abdourahmane Diouf, a présidé ce jeudi à Gandon dans le département de Saint-Louis la cérémonie de pose de la première canalisation du segment nord, un projet présenté comme un jalon majeur vers la souveraineté énergétique et le développement industriel du pays.Une première canalisation qui marque un tournant dans la stratégie énergétique du Sénégal.



À Gandon, dans la région de Saint-Louis, le gouvernement a officiellement lancé les travaux du segment nord du futur réseau national de transport de gaz naturel. Présidant la cérémonie, le ministre de l'Énergie et du Pétrole, Dr Abdourahmane Diouf, a insisté sur la portée symbolique et stratégique de cette infrastructure. « Le geste que nous accomplissons est simple. Mais sa portée est considérable », a-t-il déclaré, estimant que cet ouvrage matérialise l'ambition du Sénégal de ne plus seulement produire son gaz, mais aussi de le maîtriser, le transporter et le transformer au bénéfice de l'économie nationale. Le segment nord constitue le premier maillon du futur réseau national de transport de gaz naturel. D'une longueur d'environ 85 kilomètres, il doit comprendre des infrastructures terrestres et une partie de canalisation destinée à assurer l'acheminement du gaz vers les différents pôles de consommation. Selon les données présentées lors de la cérémonie, l'axe principal est conçu pour atteindre une capacité de transport de 300 millions de pieds cubes de gaz par jour, afin de répondre aux besoins actuels et futurs du secteur énergétique sénégalais. Cette infrastructure doit notamment accompagner la transformation du secteur électrique, avec l'ambition de favoriser progressivement une production d'électricité plus compétitive et plus fiable. Le ministre a toutefois appelé à ne pas considérer la construction du gazoduc comme une solution automatique à la question du coût de l'électricité. « Une construction d'un gazoduc ne suffit pas à faire baisser le prix de l'électricité », a-t-il prévenu. Selon lui, plusieurs facteurs entreront en jeu, notamment la disponibilité effective du gaz, les conditions d'approvisionnement, le coût de son transport, la performance des centrales, la qualité des réseaux électriques et la maîtrise des pertes. Le gouvernement entend donc agir simultanément sur l'ensemble de la chaîne énergétique : approvisionnement en gaz, infrastructures de transport, adaptation du parc de production, renforcement du réseau électrique et réformes nécessaires. L'objectif affiché est de créer, dans la durée, les conditions d'une électricité « moins coûteuse à produire, plus fiable et plus accessible ». Au-delà de la production d'électricité, le réseau gazier doit également servir de support au développement industriel. Le gouvernement souhaite rapprocher progressivement le gaz des zones industrielles, des plateformes de production et des entreprises ayant besoin d'une énergie compétitive. Les secteurs agroalimentaires et de la transformation sont notamment concernés. L'enjeu est de permettre aux entreprises sénégalaises de bénéficier davantage des ressources énergétiques nationales, de renforcer les chaînes de valeur locales et d'améliorer la compétitivité des productions sénégalaises. Le projet devrait également ouvrir des opportunités aux entreprises nationales, avec un accent mis sur le développement des compétences et du savoir-faire locaux.

La coopération avec la Mauritanie mise en avant

La dimension régionale du projet a également été soulignée. Le segment nord doit contribuer à renforcer les connexions énergétiques avec la Mauritanie, dans un contexte marqué par l'exploitation des ressources gazières des deux pays. Pour les autorités sénégalaises, cette coopération énergétique constitue un facteur de rapprochement et peut contribuer à créer de nouvelles opportunités économiques pour les deux pays. Dr Abdourahmane Diouf a par ailleurs insisté sur la nécessité de respecter les exigences de qualité et de sécurité, mais aussi les engagements contractuels liés aux différents projets énergétiques. Le gouvernement entend également accorder une place importante aux communautés locales dans la réalisation des infrastructures énergétiques. Le ministre a appelé à maintenir un dialogue avec les populations et à assurer une gestion responsable des ressources naturelles.Cette première canalisation est ainsi présentée comme bien plus qu'un simple ouvrage d'infrastructure. Elle symbolise la volonté des autorités de passer de la production des ressources à leur transformation en valeur ajoutée pour l'économie nationale. « La souveraineté énergétique ne se programme pas seulement. Elle se construit, elle se finance, elle se source, elle se contrôle et elle se mesure », a souligné le ministre.

Avec cette pose de première canalisation à Gandon, le Sénégal entend donc donner une forme concrète à sa stratégie gazière et poser les bases d'un système énergétique davantage intégré, tout en poursuivant en parallèle le développement des énergies renouvelables et l'amélioration de l'efficacité énergétique.

BABACAR SENE (SENEWEB)



ACCELERATION ET EVALUATION D PDC

Diomaye fait focus sur la Casamance

La Casamance a été très présente dans la communication du chef de l'Etat, hier, en conseil des ministres. En effet considérant que le plan Diomaye pour la Casamance (PDC) est un «véritable Programme intégré de développement durable de cette région naturelle», le chef de l'Etat a instruit le Premier ministre de veiller à l'accélération de sa mise en œuvre, mais surtout à son évaluation, avec la tenue en ce sens, d'un conseil interministériel. Par ailleurs, il a été demandé au chef du gouvernement, de veiller à l'effectivité de l'exécution réformes sectorielles et des actions annoncées, en vue de «prendre en charge les aspirations légitimes des populations».



Ouvrant sa communication, le chef de l'Etat a félicité le Premier Ministre, pour «sa brillante Déclaration de Politique générale», devant l'Assemblée nationale. Des félicitations auxquelles il associe les membres du Gouvernement pour «la clarté et la précision de la feuille de route présentée et l'exhaustivité des projets, réformes et actions engagés et programmés».

Protection accrue du pouvoir d'achat des ménages, maîtrise stratégique des finances publiques, présence optimale et efficacité soutenue des services publics…. Les impératifs posés par Diomaye au gouvernement

Poursuivant, le président Faye a instruit le chef du gouvernement de veiller à l'effectivité de l'exécution réformes sectorielles et des actions annoncées, en vue de «prendre en charge les aspirations légitimes des populations». Dans cette perspective, le patron de l'exécutif a souligné «l'impératif d'une protection accrue du pouvoir d'achat des ménages ; d'une maîtrise stratégique des finances publiques ainsi que de l'organisation et du train de vie de l'Etat dans toutes ses dimensions ; d'une présence optimale et d'une efficacité soutenue des services publics sur l'étendue du territoire national».

Dans ce cadre, le Président de la République a demandé au gouvernement, via le Preùmier ministre, «d'accentuer la territorialisation des politiques publiques», avec l'implication des élus et autres acteurs communautaires à la base, dans la conception, la mise en œuvre et le suivi-évaluation de l'exécution des projets. Il a particulièrement insisté sur «l'accélération de la relance des projets sectoriels à fort impact» sur la citoyenneté, l'éducation et la formation professionnelle et technique; le désenclavement des zones de production et la souveraineté alimentaire; l'industrialisation, l'emploi et l'entreprenariat des jeunes et des femmes, avec le développement des agropoles, des zones économiques spéciales et de l'économie solidaire; le bien-être des populations, en termes de renforcement de l'accès universel à l'eau, à l'électricité, aux services numériques et d'amélioration de l'offre de soins de qualité. En ce sens, le Chef de l'Etat s'est félicité de la réception de 153 ambulances médicalisées destinées à améliorer la prise en charge des malades sur l'étendue du territoire national, dans une perspective de renforcement du désenclavement sanitaire.

«Accélération de la relance des projets sectoriels à fort impact ; accélération et évaluation de la mise en œuvre du Plan Diomaye pour la Casamance…»

Par aillurs, soulignant l'extrême urgence d'accélérer le déploiement des programmes d'aménagement et de construction de logements sociaux accessibles aux populations cibles, le Chef de l'Etat demande au Premier Ministre de revoir les modalités de mise à disposition des prêts DMC, dans le cadre de la nouvelle politique de promotion du logement et de l'habitat décent. De même, il a demandé «l'accélération de la mise en œuvre du Plan Diomaye pour la Casamance». En effet, le Président de la République considère le Pôle-territoire, constitué par les régions administratives de Ziguinchor, Kolda et Sédhiou, comme stratégique dans la réalisation de l'Agenda national de Transformation Sénégal 2050 et prioritaire dans la relance des activités économiques et sociales nationales. Ainsi, il indique tout le sens du lancement du Plan Diomaye pour la Casamance (PDC), véritable Programme intégré de développement durable de cette région naturelle. Dans ce sillage, il prescrit au Premier Ministre de prendre toutes les mesures idoines pour évaluer l'état de mise en œuvre de toutes ses composantes.

Il donne instruction au Premier Ministre, au Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan et au Ministre de l'Intégration africaine, des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur de veiller à l'augmentation significative des ressources allouées au Centre national d'Action Antimines au Sénégal (CNAMS), afin d'accentuer les efforts de sécurisation des villages cibles et des sites de production agricole.

Réunion interministérielle d'évaluation et de relance du Plan Diomaye pour la Casamance

Par ailleurs, soulignant l'impératif d'accentuer l'installation systématique des services publics essentiels dans les zones frontalières et d'accélérer le désenclavement et le renforcement des infrastructures sociales de base, le Président de la République indique la nécessité de renforcer les ressources allouées notamment au PUMA et à l'ANRAC. Aussi, le président Faye a annoncé la tenue, sous la présidence du Premier Ministre, d'une réunion interministérielle d'évaluation et de relance du Plan Diomaye pour la Casamance. En attendant il donné des instructions fermes pour la

Préparation des commémorations du 24e anniversaire du naufrage du bateau «Le Joola». Rappelant que la Nation va commémorer, dans l'unité, le recueillement et la solidarité, le 24e anniversaire de cet évènement tragique, il a demandé au Gouvernement de prendre les dispositions requises, en liaison avec les familles des victimes et les rescapés, pour la tenue, dans les meilleures conditions, des cérémonies religieuses et officielles de commémoration de cette tragédie. Et d'indiquer au Premier Ministre l'importance de veiller à l'accès systématique des familles des victimes et des rescapés aux monuments et lieux de mémoire, notamment le Musée national dédié aux victimes, érigé à Ziguinchor.

Mbaye THIANDOUM

OXFAM VILIPENDE LE FMI

«Appliquer l'austérité en amont, c'est comme demander aux pays d'avaler une bouteille entière de poison... »

Oxfam charge le FMI ! Dans un communiqué publié hier, l'ONG affirme que les objectifs de réduction des dépenses imposés par le Fonds monétaire international (FMI) aux Etats sous-programme d'aide ont quadruplé depuis 2018, faisant craindre un retour aux ajustements budgétaires des années 80, qui avaient aggravé la pauvreté, a alerté jeudi Oxfam. Pour l'organisation, ce que le FMI fait, c'est comme obliger quelqu'un à boire d'un trait une bouteille de poison qui tue déjà à petite dose.



Oxfam ne ménage pas le Fonds monétaire international, qu'il accuse de tous les maux des pays où il intervient. Cela est d'autant plus vrai pour la confédération internationale de lutte contre la pauvreté et les inégalités, que, dit-elle, «les exigences du FMI ont été accompagnées d'un affaiblissement de la protection accordée aux dépenses sociales dans ses programmes de prêt». Or, pour OXFAM, «ces réductions viennent saper des dépenses essentielles dans les services publics, de la santé à l'éducation en passant par le logement, qui protègent les communautés à faibles revenus (dans les pays sous programme d'aide). A en croire Oxfam qui a fait une analyse en ce sens, les objectifs de réduction de dépenses demandés par le FMI sont passés en moyenne de 0,21% du PIB en 2018 à 0,85% en 2025. L'organisation craint surtout que le Fonds aille plus loin en imposant, dès la première phase de ses programmes, un «ajustement budgétaire concentré» qui exigerait un effort immédiat des pays en difficulté. Oxfam y voit «un retour à l'approche malheureuse de la +thérapie de choc+" des années 80, qui avait imposé des baisses de dépenses plus brutales tout en limitant la capacité des citoyens à évaluer les effets des politiques économiques menées. «Le FMI risque de retomber dans les âges sombres de l'ajustement structurel», a déclaré Nabil Abdo, conseiller politique principal d'Oxfam International. «Appliquer l'austérité en amont, c'est comme demander aux pays d'avaler une bouteille entière de poison dont nous savons déjà qu'il est nocif à petites doses», ajoute-t-il. Le risque est également, selon M. Abdo, de voir les pays concernés devoir «faire face au prochain choc avec moins de médecins, moins d'enseignants et un filet de sécurité plus faible». «On ne peut pas renforcer la résilience économique en démantelant les structures mêmes qui rendent les sociétés résilientes», explique le responsable d'Oxfam. «Nos programmes intègrent des planchers pour les dépenses sociales, avec le but explicite de protéger les groupes les plus vulnérables au sein de la société», a répondu lors d'une conférence de presse la directrice de la communication du Fonds, Julie Kozack. «Nous portons une attention particulière afin de nous assurer que les groupes les plus vulnérables sont protégés. Et nous poussons à l'amélioration de la mobilisation des ressources des Etats», a détaillé Mme Kozack, rappelons que, du point de vue du FMI, les revenus fiscaux d'un certain nombre d'Etats restent trop faibles. En amont de la réunion lundi du Conseil d'administration du FMI, Oxfam a appelé les administrateurs à repousser l'idée d'un retour à l'ajustement structurel afin de s'assurer que «les programmes (du Fonds) ne renforcent pas les inégalités». «Le FMI doit donner la priorité à des alternatives plutôt qu'à une politique d'austérité, en renforçant notamment une taxation progressive, tant des individus les plus aisés que des profits des entreprises, afin de créer un revenu soutenable (pour les Etats) sans pousser des millions de personnes dans la pauvreté», a indiqué Oxfam.

Khadidiatou BAH

TRAITEMENT DE LA DETTE

Les créanciers du Sénégal prêts à en découdre avec lui

L'accord avec le FMI ne rassure sans doute pas les détenteurs d'obligations souveraines sénégalaises. Et pour cause, dans la perspective du traitement de la dette du pays, ils se sont attaché les services du redoutable cabinet d'avocats américain, White & Case, pour défendre leurs intérêts.



Les créanciers du Sénégal s'inquiètent du sort de leur investissement, suit à la décision du pays de traiter sa dette. Et ils ne se sont pas fait prier pour prendre les devants. Reuters, des détenteurs d'obligations souveraines du Sénégal ont décidé de se regrouper et de s'attacher les services du cabinet d'avocats international White & Case. Quatre sources ayant une connaissance directe du dossier ont indiqué à Reuters que ce groupe de créanciers comprend au moins huit gestionnaires de fonds, sans plus de détails sur l'identité des sociétés concernées. Sollicité par Reuters, White & Case n'a pas souhaité commenter l'information. A en croire Reuters, le choix de ce cabinet n'est pas anodin. White & Case dispose d'une expérience dans les opérations de restructuration de dettes souveraines. Le cabinet a notamment conseillé des gouvernements comme ceux de l'Éthiopie et de l'Ukraine, mais également des groupes de créanciers dans les dossiers du Liban et du Sri Lanka. Cette organisation des détenteurs d'obligations intervient dans un contexte particulièrement sensible pour les finances publiques sénégalaises, souligne Reuters. Qui rappelle que le Sénégal est confronté depuis 2024 à une importante controverse autour de son endettement, après que les nouvelles autorités ont fait état de plusieurs milliards de dollars d'emprunts qui auraient été incorrectement déclarés sous le précédent gouvernement. Selon l'agence de notation S&P et d'autres estimations citées par Reuters, le montant concerné a finalement dépassé 13 milliards de dollars, soit l'équivalent d'environ un quart de l'économie sénégalaise. Cette situation avait également conduit le Fonds monétaire international à suspendre un programme de financement jugé crucial pour le pays. Pendant plusieurs mois, la question d'une éventuelle restructuration de la dette avait suscité de vifs débats au Sénégal, certains responsables politiques rejetant cette perspective. Mais, souligne Reuter, l'ampleur de la dette compliquait les efforts de Dakar pour convaincre le FMI que la trajectoire d'endettement du pays était soutenable, une condition importante pour obtenir un nouveau programme de financement. Une évolution majeure est toutefois intervenue récemment. Le FMI et le Sénégal ont annoncé un accord au niveau des services portant sur un nouveau financement de 2,2 milliards de dollars. Dans le même temps, le ministère sénégalais de l'Économie a annoncé un accord autour d'un « cadre commun renforcé». Reuters explique qu'il s'agit d'une référence au mécanisme du G20 permettant notamment aux pays à faibles revenus de réaménager leur dette.

KHADIDIATOU BAH

SENEGAL

«Quand la carte Starlink expose l'ampleur de la fracture numérique »

Quinze ans de projets de transformation digitale m'ont appris une chose : il y a toujours un écart entre ce qu'on installe et ce que les gens utilisent réellement. Cette carte en est l'illustration la plus parlante de l'année. Sept mois après son lancement, plus de trois kits Starlink sur quatre seraient installés en zone urbaine. Dakar, Mbour, Diourbel : là où la fibre existe et où la 4G fonctionne. Kédougou, Matam, les villages de Casamance : presque rien. Une technologie présentée comme la solution pour le rural trouve ses utilisateurs en ville. Le calcul explique tout. Plus de 160 000 FCFA de matériel, 30 000 FCFA par mois : plus de 520 000 FCFA la première année. Rapportez ça au revenu d'un ménage rural. Cette carte n'était pas un choix commercial, c'était le seul résultat possible. Le défi est donc économique : rendre la connexion accessible à ceux qui en ont le plus besoin. La priorité, c'est d'accélérer le déploiement 4G de Sonatel, YAS et Expresso dans le cadre du service universel, avec le FDSUT et le PAENS. Un téléphone 4G coûte jusqu'à cinq fois moins qu'un kit satellite, avec un budget mensuel deux à trois fois inférieur. Pour une famille, un agriculteur, un élève, c'est ce qui change tout. Cela suppose du concret : villages à couvrir, financements, accès aux sites et à l'énergie, mutualisation des infrastructures, échéances précises. Dans les localités les plus isolées, le satellite a toute sa place en complément : un terminal partagé pour une école, un centre de santé, une coopérative. La licence est aujourd'hui suspendue en référé par la Cour suprême. Je ne me prononce pas sur le contentieux. Mais une chose est sûre : cette procédure ne connectera aucun village. Connecter le Sénégal exige des investissements, une exploitation durable et des offres accessibles. Le New Deal technologique a fixé le cap. Il faut maintenant accélérer.

Patrice SANE



DEPOT DE LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE

Le Premier ministre fixe le 15 septembre comme dernier délai

Le Premier ministre, Ahmadou Al Aminou Lo, a annoncé, lors du Conseil des ministres de ce jeudi, vouloir transmettre le projet de loi de finances rectificative 2026 à l'Assemblée nationale, au plus tard mardi 15 septembre. Il veut également que le projet de loi de finances initiale 2027 soit examiné en Conseil des ministres, mercredi 30 septembre 2026.



Le Premier ministre a exhorté le ministre de l'Économie, des Finances et du Plan, Cheikh Diba, à faire en sorte que ces deux lois de finances soient examinées dans les délais indiqués. M. Lo a rappelé, en s'adressant à M. Diba, ''la nécessité de veiller scrupuleusement à la satisfaction intégrale des mesures correctives du misreporting (la publication de données budgétaires erronées) dans le délai convenu avec le FMI'', le Fonds monétaire international, rapporte le communiqué du Conseil des ministres. Le FMI et le gouvernement du Sénégal ont signé un accord technique portant sur un programme économique et financier d'un montant de 2,2 milliards de dollars américains (environ 1 240 milliards de francs CFA), d'une durée de trois ans. Les autorités sénégalaises ont lancé le Plan de traitement de la dette du Sénégal, dans le but de ''restaurer durablement le profil de la dette'' de l'État et de ''dégager progressivement les marges de manœuvre nécessaires au financement des investissements publics dans les secteurs prioritaires''.

Les ministres chefs de file sommés de transmettre leurs projets d'arrêtés primatorial avant le 24 septembre

Lors du Conseil des ministres du jeudi 10 septembre 2026, le Premier ministre Ahmadou Al Aminou Lô est revenu sur sa Déclaration de Politique générale (DPG). Selon le communiqué, après avoir souligné que le Référentiel Sénégal 2050 demeure le cap majeur des politiques publiques, le chef du Gouvernement a rappelé les cinq engagements qui sous-tendent sa DPG à savoir le redressement des comptes publics ; la restauration de l'Etat de droit ; le renforcement de la souveraineté dans toutes ses dimensions ; la résolution des difficultés des Sénégalais et l'équité territoriale et sociale. Le Premier ministre a engagé le Gouvernement à veiller à faire de la nouvelle doctrine de la « méthode », un modèle de gestion et de leadership qui doit se matérialiser par une culture de résultat basée sur la supervision étroite des dossiers stratégiques et des projets catalytiques.

Dans ce sens, Ahmadou Al Aminou Lô a demandé aux ministres chefs de file de lui transmettre, au plus tard le 24 septembre 2026, les projets d'arrêté primatoral de mise en place des groupes de projets. "Désormais, chaque programme devra être rattaché à l'un au moins de ces engagements", précise-t-on dans le communiqué.

ALIOUNE SENE

GUINEE-SIERRA LEONE

Conakry et Freetown renforcent leur coopération autour des frontières, de l'immigration et de l'économie

Le Premier ministre, chef du gouvernement, Amadou Oury Bah, a reçu mercredi 9 septembre 2026, à la Primature, le vice-président de la République de Sierra Leone, Dr Mohamed Juldeh Jalloh, en visite de travail à Conakry. Une rencontre placée sous le signe de la solidarité, du renforcement de la coopération bilatérale et de la consolidation des relations de bon voisinage entre les deux pays.



Au cœur des échanges figuraient notamment les suites du tragique éboulement survenu à la décharge de Dar-es-Salam, les questions migratoires, la sécurisation des frontières ainsi que le renforcement de la coopération économique et sécuritaire entre Conakry et Freetown. A l'issue de la rencontre, le Premier ministre guinéen a salué la démarche des autorités sierra-léonaises, tout en rappelant les liens historiques, géographiques et humains qui unissent les deux peuples. « C'est un honneur et un plaisir pour la Guinée de recevoir cette délégation d'un pays frère, d'un pays voisin », a déclaré Amadou Oury Bah, avant de souligner que la rencontre devait permettre de rechercher, dans un esprit fraternel, des réponses aux préoccupations communes. La question des populations affectées par le drame de Dar-es-Salam, mais aussi celle de l'immigration et de la sécurisation des frontières, ont occupé une place importante dans les discussions. Pour le chef du gouvernement, ces sujets concernent directement les populations vivant de part et d'autre de la frontière et nécessitent une approche concertée entre les deux États. Ces échanges s'inscrivent également dans le prolongement du sommet extraordinaire des chefs d'État de l'Union du fleuve Mano, tenu à Conakry le 16 mars dernier. Amadou Oury Bah estime que la visite du vice-président sierra-léonais pourrait contribuer à donner un nouvel élan à cette organisation régionale, notamment sur les plans institutionnel et organisationnel. De son côté, Dr Mohamed Juldeh Jalloh a expliqué que sa présence à Conakry répondait d'abord à une volonté du président Julius Maada Bio, du gouvernement et du peuple sierra-léonais de présenter leurs condoléances aux familles des victimes de l'éboulement de Dar-es-Salam, survenu dans la nuit du 22 au 23 août. Le vice-président sierra-léonais a également salué la réaction des autorités guinéennes dans la gestion des opérations de secours et la prise en charge des victimes, parmi lesquelles figuraient des ressortissants sierra-léonais. « Je voudrais remercier chaleureusement le gouvernement guinéen ainsi que Son Excellence le président de la République, le général Mamadi Doumbouya, pour la rapidité et l'efficacité des secours », a-t-il déclaré, estimant que cette réaction témoignait de la profondeur des liens de fraternité entre les deux pays. Au-delà de cet épisode douloureux, Freetown et Conakry ont convenu de poursuivre les efforts visant à apaiser les tensions frontalières et à renforcer leur coopération. La question migratoire a notamment fait l'objet d'échanges approfondis. Selon Mohamed Juldeh Jalloh, les deux gouvernements ont déjà travaillé sur des mesures qui devraient être annoncées prochainement. La coopération économique figure également parmi les priorités évoquées. Le vice-président sierra-léonais a annoncé de prochaines discussions entre les ministres du Commerce et de l'Industrie des deux pays, avec l'ambition d'organiser une foire ou un salon commercial commun. Une initiative qui, selon lui, devrait favoriser davantage les échanges économiques et contribuer au processus d'intégration sous-régionale. Cette visite intervient ainsi dans un contexte marqué par la volonté affichée de Conakry et de Freetown de renforcer leur politique de bon voisinage. A travers le dialogue sur les questions migratoires et frontalières, mais aussi par le développement des échanges économiques et sécuritaires, les deux pays entendent consolider une coopération fondée sur leur histoire commune, leur proximité géographique et leur communauté de destin.

GUINENEWS

MALI

L'intelligence artificielle alimente la guerre de l'information

Au Mali, l'intelligence générative est au cœur de la guerre de l'information. La technologie serait de plus en plus utilisée par les belligérants dans le conflit qui mine le pays, selon une étude réalisée par l'Institut de Tombouctou, un groupe de réflexion basé à Dakar, au Sénégal.



L'IA générative serait mise à contribution pour amplifier les divisions dans le pays, rapporte le document. Les analystes citent le recours à la technologie par Az-Zallaqa, une branche du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM), affilié à Al-Qaïda, lors d'une campagne de communication en juin dernier. Le document rapporte par ailleurs que le Front de libération de l'Azawad (FLA), ungroupe séparatiste touareg, utilise aussi l'IA dans sa campagne. Ces groupes combattent le pouvoir de Bamako. C'est toutefois la Russie et l'Africa Corps qui ont fait l'usage le plus sophistiqué de l'IA générative. C'est ce que révèle l'étude, qui souligne qu'en 2024, Meta et OpenAI ont identifié une opération russe utilisant des modèles d'IA pour produire des commentaires, des articles et des images en anglais et en français destinés à des publics d'Afrique subsaharienne.

AFRICANEWS

DIAGNA NDIAYE RECOIT LA FLAMME DES JOJ

«Le Sénégal est prêt. L'Afrique est prête»

Un pas décisif vers les JOJ Dakar 2026 ! Hier, la flamme des jeux a été allumée et remise au Sénégal à travers le comité d'organisation. Une cérémonie à laquelle a pris part une forte délégation sénégalaise, composée entre autre de la ministre de la Jeunesse et des Sports du Sénégal, du ministre des Transports Terrestres et Aériens du Sénégal, du maire de Dakar, du Président du Comité olympique sénégalais et président du Comité d'organisation des JOJ.



Dans son discours, le président du Comité d'organisation a adressé sa profonde gratitude et celle de tout le Peuple Sénégalais à Kirsty Coventry, Présidente du CIO. «Merci à toi et à tout le mouvement olympique pour la confiance en l'Afrique, pour la confiance au Sénégal, d'autant plus que vous avez dirigé la Commission de Coordination de Dakar 2026», a déclaré Mamadou Diagna Ndiaye. «Il y a à peine un instant, une flamme est née du soleil. Merci à la Grèce, berceau de l'Olympisme. L'amour du sport ne se susurre pas, il se hurle. Merci de nous confier cette Flamme. Nous en prendrons grand soin», poursuit le patron du COJOJ. «Cette Flamme a traversé les continents. Elle est souvent passée en Afrique, dans quelques villes, pour quelques heures. Jamais elle n'y était restée. Elle est partie pour plusieurs jours, faire rayonner l'esprit et l'idéal olympiques», poursuit Mamadou Diagna Ndiaye.

«Nous ne promettons pas des Jeux parfaits. Nous promettons des Jeux vrais. Des Jeux chaleureux…»

Qui se réjouit que dès aujourd'hui, la flamme olympique se posera à Dakar, où, naturellement, elle sera célébrée par le Premier Magistrat du Sénégal, le Chef de l'Etat. «Ensuite, 100 femmes marcheront vers l'emblématique Place du Souvenir Africain pour l'accueillir et l'accompagner. Au Sénégal, nous les appelons les Linguères. La Linguère n'était pas seulement l'épouse ou la mère du roi. Elle en était souvent l'inspiratrice, celle qui faisait et défaisait les couronnes, la gardienne des terres, des lignages, et de la parole donnée», a fait savoir M. Ndiaye. Qui explique la suite du programme avec la flamme, qui sera allumée dans les mains des Linguères. Ensuite, avec 500 porteurs, la flamme va faire 3600 kilomètres, 14 régions, 30 étapes. «De Dakar à Kédougou, de Saint-Louis à Ziguinchor, des villes où par la magie de l'image seulement, les Jeux seront présents. À chaque étape, elle prendra quelque chose. A chaque étape, elle laissera quelque chose. C'est cela le « Pass the Energy » Tour. Moins une tournée qu'une transmission», indique le président du COJOJ. Sur les enjeux de la compétition qui est parmi celles les plus grandes au monde, notamment l'organisation, Mamadou Diagna Ndiaye a tenu à rassurer. «Le monde pourrait se demander si l'Afrique peut. Nous répondons : l'Afrique ne se demande pas si elle peut. Le Sénégal est prêt. L'Afrique est prête», martèle-t-il. Et d'ajouter : «Nous ne promettons pas des Jeux parfaits. Nous promettons des Jeux vrais. Des Jeux chaleureux, durant lesquels le sport sera, pour 14 jours, la langue commune du monde. Le 31 octobre, 2700 jeunes athlètes du monde se retrouveront au Sénégal. Ils y retrouveront l'excellence, l'amitié, le respect. Ils y trouveront aussi quelque chose de magique, que nous ne savons traduire que dans notre langue : La Teranga».



«Vous ne serez pas nos invités. Vous serez chez vous»

La Téranga qui pour lui, n'est pas une aptitude ou une attitude qu'on apprend. «Elle est une manière d'être naturelle, qui nous a été transmise, comme la Flamme elle-même se transmet de porteur en porteur. Chez nous, on ne demande pas d'où vient celui qui arrive. On lui fait une place avant même qu'il ne la demande», dit-il. «Chez nous, celui qui arrive cesse d'être un étranger. Il devient un hôte. Puis un ami. Parfois, il repart avec un nom sénégalais, une famille d'adoption, une raison de revenir. Nous l'avons vécu avec chaque visiteur qui a posé le pied sur la terre sénégalaise, nous le vivrons avec 2700 jeunes venus de 206 pays. Vous ne serez pas nos invités. Vous serez chez vous», insiste-t-il. «L'Afrique accueille. Dakar célèbre. Ce que Dakar célèbre, c'est une jeunesse, la nôtre et celle de la terre entière, qui n'attend plus d'être servie. Merci à la Grèce pour la transmission. Le Sénégal, l'Afrique en prendront soin», conclut le président du COJOJ. Qui donne rendez-vous dans 51 jours, le 31 octobre 2026, à Dakar.

MBAYE THIANDOUM